

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015-2016 DU CQDE

PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CQDE

2 novembre 2016



© 2016  
Centre québécois du droit de l'environnement  
353, rue Saint Nicolas, bureau 200  
Montréal, Québec, Canada  
H2Y 2P1  
Téléphone: (514) 840-5050  
Courriel: [info@cqde.org](mailto:info@cqde.org)  
Site internet: <https://cqde.org/>

Rapport préliminaire préparé par Karine Péloffy  
Reproduction d'extraits de ce document permise en citant la source

## Table des matières

<b><u>INTRODUCTION .....</u></b>	<b><u>1</u></b>
<b><u>PRÉSENTATION DU CQDE .....</u></b>	<b><u>1</u></b>
<b><u>PRINCIPAUX AXES D’ACTION .....</u></b>	<b><u>2</u></b>
Information et participation citoyenne	2
RECOURS ET ACTIONS POUR FAIRE RESPECTER LA <i>LOI SUR LA QUALITÉ DE L’ENVIRONNEMENT</i> ...	2
RECOURS POUR ASSURER LA PARTICIPATION ÉGALE DES FRANCOPHONES À L’OFFICE NATIONAL DE L’ÉNERGIE.....	3
<b>Espèces en péril et biodiversité</b>	<b>4</b>
INJONCTIONS POUR ASSURER LA PROTECTION DE LA RAINETTES FAUX-GRILLON .....	4
AUTRES ACTIONS .....	5
<b>Énergie et climat</b>	<b>5</b>
<b><u>MÉMOIRES DÉPOSÉS EN COMMISSIONS GOUVERNEMENTALES .....</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>MISE À JOUR DU GUIDE DES BONNES PRATIQUES EN INTENDANCE PRIVÉE ..</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>AUTRES PUBLICATIONS.....</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>COMMUNICATIONS ET PROMOTION .....</u></b>	<b><u>7</u></b>
Site internet et réseaux sociaux	7
Production vidéo	7
Couverture de presse	7
<b><u>FINANCEMENT .....</u></b>	<b><u>7</u></b>
Événements-bénéfices	8
<b><u>ADMINISTRATION ET MEMBRES .....</u></b>	<b><u>8</u></b>
Administration	8
Membres	8
Formation de la relève en droit de l’environnement	9
Conférences	9
Ressources humaines	9
<b><u>PRIX ET DISTINCTIONS .....</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>CONCLUSION.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>ANNEXE A - LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION ET DU COMITÉ EXÉCUTIF DU CQDE .....</u></b>	<b><u>11</u></b>
Membres du conseil d’administration en date du 30 juin 2016	11
Membres du comité exécutif	11
<b><u>ANNEXE B - COUVERTURE DE PRESSE DU CQDE .....</u></b>	<b><u>12</u></b>

## INTRODUCTION

---

Le présent *Rapport d'activités 2015-2016* présente les activités réalisées par le *Centre québécois du droit de l'environnement* (CQDE) du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 correspondant à l'année financière du CQDE.

## PRÉSENTATION DU CQDE

---

Né sous l'impulsion d'un groupe de juristes intéressés par les aspects juridiques des enjeux environnementaux, le Centre québécois de droit de l'environnement (ci-après le « **CQDE** » ou le « **Centre** ») a été fondé en 1989. Depuis, le CQDE joue un rôle actif au sein de la société québécoise en intervenant dans les débats environnementaux importants qui animent l'actualité.

### **Mission**

Le CQDE, un organisme à but non lucratif, s'est donné pour mission de promouvoir les outils juridiques et les pratiques environnementales responsables. Dans l'intérêt collectif, il privilégie le développement de modes de gestion de l'environnement qui placent l'action citoyenne au cœur des mécanismes de protection de la qualité de nos milieux de vie.

### **Actions**

Le CQDE agit devant les instances judiciaires pour favoriser le développement d'une jurisprudence progressiste dans les domaines juridiques liés à l'environnement. À cet égard, l'expertise du CQDE et de ses juristes en matière de droit de l'environnement a été reconnue par les tribunaux.

Le CQDE participe aussi aux consultations gouvernementales portant sur diverses réformes législatives et réglementaires. Cette implication a donné lieu à plus de cinquante mémoires et analyses juridiques à l'attention de commissions parlementaires, du Sénat et des ministres concernés.

Le CQDE offre également des conférences en droit de l'environnement à l'intention des professionnels en environnement et du grand public. Il peut s'agir de cours sur des questions intéressant le citoyen, de séminaires sur des questions juridiques pointues ou de déjeuners-causeries sur les aspects juridiques de grands dossiers d'actualité.

Enfin, depuis sa fondation, le CQDE offre de l'information juridique à des citoyens et des groupes de protection de l'environnement, leur permettant de faire la lumière sur les dimensions juridiques des problèmes environnementaux auxquels ils font face.

## **ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2015-2016**

Le CQDE a poursuivi sa croissance au cours de la dernière année, notamment par l'embauche d'un avocat, Me Bishai, et d'une assistante administrative, Roxanne Faubert. Nous avons eu deux stagiaires du barreau et plusieurs étudiants en clinique juridique. Le CQDE a été particulièrement actif devant les tribunaux en plus d'améliorer l'accessibilité à l'information et au service juridique pour les citoyens et groupes agissant pour la protection de l'environnement.

Le CQDE et ses avocats chevronnés ont, entre autres, porté avec succès deux sagas judiciaires devant les cours supérieures et fédérales, soit le recours contre TransCanada afin de faire respecter la loi sur la qualité de l'environnement du Québec et le recours contre l'Office national de l'énergie pour protéger les droits linguistiques des francophones concernant ce même projet.

Le CQDE a aussi poursuivi son travail de veille législative et règlementaire et a rédigé plusieurs mémoires dans le cadre de commissions de divers niveaux de gouvernement.

Le CQDE a aussi développé son champ d'action au niveau fédéral et international. En plus de collaborer avec d'autres centres de droit de l'environnement canadiens sur la publication de rapports sur le droit fédéral, la directrice a agi comme conseil de la ministre de l'Environnement et des Changements Climatiques sur la stratégie de développement durable du Canada.

Enfin, notre organisme a répondu à de nombreuses demandes citoyennes aux prises avec des problématiques environnementales présentant des aspects juridiques, ce qui est très souvent le cas!

Cela dit, il reste encore beaucoup à faire pour que le CQDE soit en mesure de remplir pleinement et efficacement l'importante mission qui est la sienne.

## **PRINCIPAUX AXES D'ACTION**

---

### **Information et participation citoyenne**

#### ***Recours et actions pour faire respecter la Loi sur la qualité de l'environnement***

En février 2016, le CQDE et ses partenaires -Équiterre, Fondation Coule pas chez nous et Nature Québec- ont déposé un recours en jugement déclaratoire à la Cour supérieure à Montréal concernant l'assujettissement du projet de pipeline Énergie Est à la procédure requise par la loi québécoise.

Malgré trois lettres du ministre de l'environnement envoyées à la compagnie albertaine en 2014, elle n'a toujours pas soumis d'avis de projet, alors que son projet de pipeline sillonnerait le Québec sur plus de 700 km.

Les articles 31.1 et suivants de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) et l'article 2 du *Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement* stipulent que tout oléoduc de plus de 2 km est assujéti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et requiert l'obtention d'un certificat d'autorisation du gouvernement du Québec. Il s'agit d'une procédure obligatoire d'évaluation et d'autorisation en vigueur depuis plus de 35 ans.

À la suite de notre recours, le gouvernement intentait son propre recours en injonction une dizaine de jours plus tard. À notre demande, la cour supérieure a joint les deux recours. Le juge a ainsi débouté TransCanada, qui tentait d'exclure les groupes du débat judiciaire par demande d'irrecevabilité.

En mars, après une tentative d'injonction infructueuse de notre part afin de faire cesser la consultation publique du BAPE lancée par le gouvernement sous l'article 6.3 de la loi, le BAPE commençait des consultations publiques. Cette procédure d'évaluation selon l'article 6.3 comportait de graves lacunes pour les droits du public québécois et des citoyens qui participent aux audiences publiques. La conséquence la plus importante est que ce processus ne permettrait pas au gouvernement de rendre une décision à l'égard du projet et des conditions de réalisations, mais conduirait à la production d'un simple mémoire que Québec présentera à L'ONÉ, une instance fédérale.

En avril, à la veille de la reprise des audiences publiques, volte-face soudain : TransCanada décide de se conformer à la loi et le Ministre suspend le processus de consultation parallèle. La compagnie, sans doute craintive d'un échec sur le plan juridique, a décidé de déposer un avis de projet au Ministère de l'Environnement sans même attendre le jugement des tribunaux. Le CQDE et ses partenaires ont suspendu temporairement leur recours judiciaire à la demande du Procureur Général et de TransCanada étant donné le dépôt de l'avis de projet par la compagnie après deux ans de refus.

L'une des conséquences de la suspension du BAPE tronqué fût la non-publication des centaines de mémoire et plus de 4 000 commentaires des participants. Considérant qu'il y allait du respect de la contribution de la société civile, qui a mis temps, expertise, énergie et argent pour participer à cet exercice démocratique, le CQDE invitait le MDDELCC, à demander au BAPE d'émettre un rapport intérimaire sur les travaux réalisés avant la suspension. Ces lettres sont demeurées sans réponse.

En juin 2016, les bénévoles du CQDE ont donc recensé 113 mémoires et commentaires rendus publics par leurs auteurs et répertorié 862 questions restées sans réponse. Le CQDE espère que les préoccupations exprimées par les citoyens seront considérées par TransCanada et le gouvernement du Québec dans le cadre du processus obligatoire d'évaluation environnementale se déroulant maintenant et ce, tant à l'étape de l'élaboration de l'étude d'impacts qu'au stade des informations additionnelles qui seront exigées par le MDDELCC suite au dépôt de l'étude d'impacts.

### **Recours pour assurer la participation égale des francophones à l'Office national de l'énergie**

La demande consolidée du projet de pipeline Énergie Est n'est disponible qu'en anglais dans le registre public de l'Office national de l'énergie (ONÉ), qui fait partie de son site web. Afin d'avoir accès à une version française officielle de la demande, toute personne intéressée doit la trouver dans le site web de TransCanada, sans mentionner que cette version française officielle a été rendue disponible après la disponibilité de la version anglaise officielle.

Plusieurs propriétaires situés sur le tracé d'Énergie Est au Québec ne maîtrisent pas suffisamment la langue de Shakespeare pour comprendre les documents disponibles seulement en anglais sur le site de l'ONÉ. Cette situation est injuste puisque la version anglaise de la demande consolidée constitue l'unique version officielle, et que celle-ci était disponible avant la version française officielle. Ce sont 1893 propriétaires au Québec qui pourraient voir ce pipeline traverser leurs terres, et des milliers d'autres à risque en cas de déversement.

En novembre 2015, le CQDE représenté par l'honorable Michel Bastarache, ancien juge à la Cour suprême, invitait l'ONÉ à une rencontre afin de discuter des obligations linguistiques de l'institution fédérale dans le cadre du projet Énergie Est. L'honorable Michel Bastarache, éminent juriste, invite l'ONÉ à revoir son interprétation de ses obligations linguistiques en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* et de la *Loi sur les langues officielles*.

Devant l'absence de progrès, le CQDE et quatre propriétaires sur le tracé du pipeline Énergie Est déposaient en avril 2016 une demande de contrôle judiciaire demandant à la Cour d'appel fédérale d'assurer un accès véritablement équivalent au processus d'audience pour les francophones dans le cadre du projet Énergie Est de TransCanada.

La cause sera entendue en 2017.

## **Espèces en péril et biodiversité**

### **Injonctions pour assurer la protection de la rainette faux-grillon**

En juin 2015, la cour fédérale donnait raison au CQDE et Nature Québec qui contestaient le refus de la ministre de l'Environnement du Canada, Leona Aglukkaq, de recommander la prise d'un décret d'urgence pour protéger la rainette faux-grillon alors même que l'analyse interne du ministère concluait à l'existence d'une menace imminente à La Prairie. Le jugement ordonnait à la ministre de revoir sa décision dans un délai de six mois.

Devant l'imminence de la reprise des travaux de construction dans l'habitat de la rainette à La Prairie, les avocats du CQDE déposeront trois demandes d'injonction à l'été 2015 avant d'être entendus par la cour supérieure qui suspendra les travaux domiciliaires. En septembre, le CQDE et Nature Québec ont conclué une entente avec la ville et le promoteur du projet immobilier à La Prairie gardant intacte toute la partie ouest du Boisé de la Commune dans l'attente de la décision du futur ministre fédéral.

La nouvelle ministre fédérale de l'Environnement et des Changements climatiques, Catherine McKenna, annonçait en décembre 2015 son intention de recommander la prise d'un décret d'urgence qui sera finalement promulgué en juin 2016. Il s'agit d'une avancée

considérable dans la mise en œuvre de la *Loi sur les espèces en péril*. « Avec un premier décret en terres privées, le gouvernement canadien lance le signal que la protection des espèces en péril est certes un champ de compétence partagée, mais que la *Loi sur les espèces en péril* pourra venir à la rescousse de nos espèces menacées ou vulnérables si le Québec, ou une autre province, n'assume pas pleinement ses responsabilités.

### **Autres actions**

Le CQDE a réalisé un mandat de recherche pour Environnement et Changement Climatique Canada sur les outils de conservations provinciaux applicables afin de protéger des espèces en péril en terre agricole.

Le CQDE a aussi soumis un commentaire critiquant la modification règlementaire affectant les permis SEG (éducation et recherche scientifique) au ministère de la faune.

### **Énergie et climat**

Le CQDE a multiplié les collaborations, publications et conférences afin de faire avancer le droit des changements climatiques. La directrice du CQDE a pris l'initiative de coordonner une réflexion pancanadienne de juristes et scientifiques sur l'inclusion d'un « test climat » dans le cadre de la réforme des processus de réforme de l'évaluation environnementale.

En août 2016, elle a été nommée sur le comité consultatif multilatéral avisant le comité d'experts en charge de la réforme des processus d'évaluation environnementale fédéraux où elle coordonne le groupe de travail sur le climat.

De plus, le CQDE a présenté et publié plusieurs rapports, notamment :

- présentation d'un mémoire pour la consultation publique pour la réduction de la dépendance aux énergies fossiles de la Communauté métropolitaine de Montréal et d'une déclaration signée par plus de 100 juristes.
- rédaction de deux commentaires sur la méthodologie développée par Environnement et Changement Climatique Canada pour analyser les gaz à effet de serre en amont d'un pipeline.
- rédaction d'un rapport de recherche pour le West Coast Environmental Law sur le potentiel de recours collectifs au Québec et recours spécifiques aux municipalités pour dommages liés aux changements climatiques.
- rédaction d'un chapitre dans un livre international sur la justice climatique concernant les recours climatiques des autochtones au Canada à paraître en décembre 2016 ;
- rédaction d'une étude de cas sur le Canada dans un article à auteurs multiples sur la mise en œuvre des mécanismes de transparence prévus à l'accord de Paris avec CIGI et le Centre de droit international de développement durable (CISDL) qui sera présenté à la COP 22 à Marrakesh ;



- participation au panel *Use of International Climate Change Law, Commitments and Science in Domestic Litigation* à la *Annual Conference of the Canadian Council of International Law* à Ottawa pour le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) ;
- participation à une table ronde de membres de gouvernements, universitaires, praticiens du droit et organisations de la société civile sur les changements climatiques, les droits humains et l'accord de Paris organisée par CIGI.

## **MÉMOIRES DÉPOSÉS EN COMMISSIONS GOUVERNEMENTALES**

---

Le 31 août 2015, le CQDE, représenté par Me Bélanger, Me Baril et Me Denis, présentait une profonde réflexion à la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale sur la Consultation sur le Livre vert intitulé : Moderniser le régime d'autorisation environnementale de la Loi sur la qualité de l'environnement. Le CQDE base principalement ses propositions sur trois enjeux majeurs et d'actualité pour les citoyens : l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Le 23 septembre 2015, David Robitaille, professeur de droit constitutionnel et administrateur présentait un mémoire mettant l'accent sur le respect des compétences provinciales et municipales en environnement dans le contexte de ce projet d'oléoduc interprovincial dans le cadre de la consultation publique de la communauté métropolitaine de Montréal sur le projet d'oléoduc Énergie-Est de TransCanada.

En avril 2016, Jean Baril, vice-président et Karine Péloffy, directrice, déposaient un mémoire au BAPE sur Énergie Est s'opposant au projet sur la base du devoir d'éviter les changements climatiques dangereux. Le mémoire n'a jamais été présenté étant donné la suspension du processus.

## **MISE À JOUR DU GUIDE DES BONNES PRATIQUES EN INTENDANCE PRIVÉE**

---

La troisième version du Guide des bonnes pratiques en intendance privée rédigé par Me Jean-François Girard et Me Prunelle Thibault-Bédard a subi une mise à jour et est disponible en ligne depuis le mois de mars 2016.

## **AUTRES PUBLICATIONS**

---

En octobre 2015, le CQDE publiait avec West Coast Environmental law un rapport examinant les changements à la Loi sur les eaux navigables, la Loi sur les pêches, la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, la Loi sur les espèces en péril et d'autres

éléments fondamentaux de la législation relative à l'évaluation environnementale. Il révèle un démantèlement systématique des lois environnementales canadiennes depuis 2011, et décrit comment les conséquences de ces changements sont ressenties sur le terrain.

## **COMMUNICATIONS ET PROMOTION**

---

### **Site internet et réseaux sociaux**

Nous présentons sur notre site internet les informations les plus récentes intéressant la communauté juridique en droit de l'environnement. On peut visiter le site au <https://cqde.org/>.

Nous envoyons ponctuellement des infolettres à plus de 10 000 abonnés concernant les événements les plus pertinents du CQDE.

De plus, nous gardons très active notre page sur le réseau social Facebook, ce qui contribue à nous faire connaître par la population. 6 874 personnes suivent nos publications. Nous vous invitons à vous y inscrire comme ami(e)!

### **Production vidéo**

Le CQDE a commencé à innover en utilisant les vidéos afin de diffuser des connaissances en droit de l'environnement. Le dossier d'application de la *loi sur la qualité de l'environnement à Énergie Est* a fait l'objet de trois vidéos informatives.

De plus, le CQDE a collaboré à la trousse d'outils du Réseau québécois des groupes environnementaux afin de produire un vidéo d'information juridique de base en droit de l'environnement.

### **Couverture de presse**

Le CQDE continue de bénéficier de l'attention médiatique notamment en raison du travail de notre organisme sur les dossiers de la rainette faux-grillon et du projet Énergie Est. Une revue de presse est fournie en Annexe B.

## **FINANCEMENT**

---

Le financement du CQDE est pour le moment assuré par les dons, les cotisations de ses membres ainsi que par les honoraires professionnels facturés pour les conférences, les mandats et les projets particuliers réalisés.

Le CQDE espère toujours obtenir une aide financière récurrente qui lui permettra d'accomplir pleinement sa mission. Nous sommes depuis 2014 sur la liste permanente du

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), et espérons obtenir du financement dans le cadre du programme de défense des droits.

Le CQDE a obtenu une subvention du gouvernement fédéral dans le cadre du programme Emploi Été Canada 2016 afin de donner une expérience de recherche en droit de l'environnement à trois étudiants.

Le CQDE a aussi obtenu une subvention du gouvernement provincial afin d'employer une assistante administrative.

Nous sommes en discussion avec trois fondations afin d'obtenir du financement pour des projets.

### **Événements-bénéfices**

Le 30 novembre 2015, le CQDE a célébré ses 25 années d'existence au Restaurant Soubois en compagnie de 250 personnes. Afin de souligner la récente parité obtenue au sein du conseil d'administration du CQDE, 25 femmes d'influence y ont reçu une mention d'honneur pour saluer leur contribution émérite à l'avancement de la société québécoise. Des convives tels que Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations, ont assisté aux excellentes présentations de Mylène Paquette, navigatrice qui a traversé l'Atlantique en solitaire à la rame et de l'honorable Louise Otis, ancienne juge à la Cour d'appel et Présidente du Tribunal administratif de l'OCDE qui a fait un retour sur la médiation dans le dossier de la cimenterie McInnis avec les avocats impliqués.

Encan

23 des 30 items donné généreusement au CQDE par des entrepreneurs du Québec ont été vendus à l'encan en ligne qui s'est terminé le 30 novembre 2015.

Formation en médiation environnementale

Le CQDE a organisé en collaboration avec l'Université McGill, une formation en médiation environnementale présentée par l'honorable Louise Otis, le 19 août 2016. Il s'agissait d'une formation reconnue par le Barreau du Québec aux fins de la formation continue obligatoire, pour une durée de 3,5 heures au bénéfice du CQDE.

## **ADMINISTRATION ET MEMBRES**

---

### **Administration**

Le CQDE profite actuellement d'un conseil d'administration volontaire et engagé. Le Centre a tenu six rencontres du conseil d'administration au cours de la dernière année financière : 26 août 2015, 6 octobre 2015, 24 novembre 2015, 17 février 2016, 13 avril 2016, 16 juin 2016.

### **Membres**

Le membership du CQDE s'établit à 183 membres individuels et organismes actifs répartis à travers le Québec.

### **Formation de la relève en droit de l'environnement**

À l'automne 2015, le Centre a accueilli 3 stagiaires issues de cliniques juridiques universitaires et un stagiaire du barreau.

À l'hiver 2016, le Centre a accueilli 3 stagiaires issues de cliniques juridiques universitaires.

De février à juillet 2016, le Centre a accueilli une stagiaire venue de France pour un stage de recherche en droit de l'environnement au cours de son Master.

À l'été 2016, le Centre a employé 3 étudiants à titre de chercheurs en droit grâce à une subvention d'emploi Été Canada 2016, reçu 5 étudiants universitaires bénévoles et un stagiaire du barreau.

Le CQDE a ainsi grandement amélioré deux pôles importants de son action : la formation pratique de la relève juridique en droit de l'environnement et l'offre d'un service accessible aux citoyens en matière environnementale.

### **Conférences**

Les administrateurs et la directrice du CQDE ont été très actifs dans la dispense de conférences en 2015-2016. Le CQDE remercie particulièrement Michel Bélanger, Jean-François Girard, Jean Baril et David Robitaille à cet égard pour leur engagement à pousser la réflexion et informer les citoyens sur les enjeux juridiques majeurs en environnement.

### **Ressources humaines**

Le CQDE a engagé un avocat expérimenté, Me Marc Bishai, en novembre 2015. Il fait de la recherche juridique et aide le CQDE dans ses activités quotidiennes. Il représente aussi le CQDE et des citoyens devant les tribunaux dans des dossiers de droit de l'environnement.

Le CQDE accueille un stagiaire du Barreau, Sébastien Poirier de juillet à décembre 2016. Me Renaud Gignac a terminé son stage du Barreau au CQDE à l'automne 2015.

Madame Roxanne Faubert est aussi à l'emploi du CQDE depuis janvier 2016 à titre d'assistante administrative.

Le CQDE emploie de l'aide externe en comptabilité et ponctuellement pour des services juridiques.

## **PRIX ET DISTINCTIONS**

---

Le CQDE s'est vu décerné un prix spécial lors de l'évènement Villes et Villages à la Rescousse en mars 2016 afin de souligner sa contribution majeure à la défense du patrimoine naturel québécois.

Le co-fondateur et président du CQDE, Me Bélanger, s'est vu décerné le titre d'avocat émérite par le Barreau du Québec.

La directrice générale a été reconnue comme Leaders de Demain dans la catégorie carrière alternative du Jeune Barreau de Montréal.

## **CONCLUSION**

---

Cet aperçu de nos activités démontre la pertinence de l'action du CQDE qui a continué d'agir malgré des ressources très limitées. À cet effet, il est important de souligner la contribution bénévole des membres du conseil d'administration, nos membres et collaborateurs. Il est envisageable qu'avec un soutien financier adéquat, le Centre puisse élargir ses champs d'intervention.

## **ANNEXE A - LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITÉ EXÉCUTIF DU CQDE**

---

### **Membres du conseil d'administration en date du 30 juin 2016**

Jean Baril  
Michel Bélanger  
Marie-Josée Caya  
Cédric Gagnon-Ducharme  
Diego Creimer  
Guy Garand  
Jean-François Girard  
Karel Mayrand  
Mylène Paquette  
Elisabeth Patterson  
David Robitaille  
Alice-Anne Simard  
Denyse Vézina  
Juliette Yip

### **Membres du comité exécutif**

Michel Bélanger	Président
Jean Baril	Vice-Président
Cédric Gagnon-Ducharme	Secrétaire
Marie-Josée Caya	Trésorière
Juliette Yip	Administratrice
Karine Péloffy	Directrice générale

\* Pour une note biographique pour chacun des administrateurs, voir le site web du CQDE  
<http://cqde.org/qui-sommes-nous/notre-equipe/conseil-administration/>

## **ANNEXE B - COUVERTURE DE PRESSE DU CQDE**

---

LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT POURRAIT ÉVALUER LA ZONE DE CACOUNA

Le Devoir

29 juin 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

QUID DE LA MEDIATION ENVIRONNEMENTALE?

Droit-Inc

PAR : CÉLINE GOBERT | LE : 2016-06-28 10H15

DÉCRET D'URGENCE POUR LA RAINETTE FAUX-GRILLON: OTTAWA DIT AVOIR CONSULTÉ QUÉBEC

La presse

Publié le 24 juin 2016 à 08h09 | mis à jour le 24 juin 2016 à 08h09

Eric-pierre champagne

OTTAWA LIMITS LA PRAIRIE DEVELOPMENT PROJECT TO PROTECT CHORUS FROG HABITAT

Montreal gazette

Michelle Lalonde

Published on: June 23, 2016 | Last Updated: June 23, 2016 9:13 AM EDT

OTTAWA VA FREINER UN PROJET IMMOBILIER POUR PROTÉGER UNE ESPÈCE MENACÉE

LA PRESSE

PUBLIÉ LE 22 JUIN 2016 À 07H52 | MIS À JOUR LE 22 JUIN 2016 À 14H24

ÉRIC-PIERRE CHAMPAGNE

L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE LANCE L'ÉTUDE SUR ÉNERGIE EST LE DEVOIR

17 juin 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

PODCAST: WILL ENERGY EAST BE BUILT?

Ricochet

Unpacking the News

8 juin

André Goulet

Durée : 22min31

PROJET DE LOI SUR LES HYDROCARBURES ET LE TEST CLIMAT : REGARD DE MICHEL BELANGER

ICI Radio-Canada.ca

Midi Info avec Michel C. Auger

Émission du mercredi 8 juin

12 h 51

Durée : 7min41

TRANSCANADA DÉPOSE L'ÉTUDE D'IMPACT DU PIPELINE ÉNERGIE EST  
LE DEVOIR

7 juin 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

ÉVALUATION DU PROJET ÉNERGIE EST DE TRANSCANADA: LE  
GOUVERNEMENT A LAISSÉ 862 QUESTIONS EN SUSPENS  
INFODIMANCHE.COM

Actualité

2 juin 2016 - 14:17 | Mis à jour : 16:51

ÉTUDE D'ÉNERGIE EST : PLUS DE 800 QUESTIONS EN SUSPENS  
LE DEVOIR

2 juin 2016 17h12 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

UNE LISTE DE 862 QUESTIONS SANS RÉPONSE AU SUJET DU PIPELINE  
ÉNERGIE EST

Méto

02/06/2016

Mise à jour : 2 juin 2016 | 20:33

Par Mathias Marchal

CANADA CANNOT EXPORT ITS RESPONSIBILITY TO THE ENVIRONMENT  
THE HUFFINGTON POST

GERARD MONTPETIT

Posted: 06/01/2016 2:30 pm EDT Updated: 06/01/2016 2:59 pm EDT

PERMIS FAUNIQUES: COLÈRE CONTRE LES TARIFS IMPOSÉS PAR QUÉBEC

La Presse

Publié le 27 mai 2016 à 09h20 | Mis à jour le 27 mai 2016 à 14h03

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

PROJET ÉNERGIE EST EN ANGLAIS SEULEMENT: DES PLAINTES À PRÉVOIR

La Presse

Publié le 19 mai 2016 à 21h33 | Mis à jour le 19 mai 2016 à 21h35

FANNIE OLIVIER

La Presse Canadienne

BÉLUGAS: LE FÉDÉRAL CONFIRME L'HABITAT ESSENTIEL

La Presse

Publié le 16 mai 2016 à 17h48 | Mis à jour le 16 mai 2016 à 17h48

CHARLES CÔTÉ

LES GROUPES ÉCOLOGISTES SUSPENDENT LEUR ACTION EN JUSTICE



Le Devoir

ÉNERGIE EST

10 mai 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

L'OMERTÀ DE TRANSCANADA

Huffington Post

Gerard Montpetit

Militant pour les énergies vertes de l'avenir

Publication: 09/05/2016 22:13 EDT

Mis à jour: 09/05/2016 22:13 EDT

LE TORTUEUX CHEMIN D'UN PIPELINE

Le Devoir

ÉNERGIE EST

30 avril 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

QUÉBEC RENIE SES ENGAGEMENTS DE LA COP21

Le Devoir

IDÉES

29 avril 2016 | Stéphane Brousseau - Directeur de recherche à l'Institut de recherche en architecture de société durable (IRASD) | Actualités sur l'environnement

QUÉBEC REFUSE DE DIRE S'IL PEUT BLOQUER ÉNERGIE EST

La Presse

Publié le 27 avril 2016 à 17h18 | Mis à jour le 27 avril 2016 à 17h18

MARTIN CROTEAU

QUEBEC LAUNCHES NEW EVALUATION OF ENERGY EAST, SCUTTLES  
PREVIOUS EFFORT

IPOLITICS

Written by Kevin Dougherty

Published Tuesday, April 26th, 2016

PLUS DE 300 MÉMOIRES À RECOMMENCER

Le Devoir

PROJET D'OLÉODUC ÉNERGIE EST

26 avril 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

LA VOIE DE LA LOI

Métro

25/04/2016

Mise à jour : 25 avril 2016 | 1:08

Par miriam fahmy

TRANSCANADA SE SOUMETTRA FINALEMENT À LA LOI SUR LA QUALITÉ  
DE L'ENVIRONNEMENT

Le Devoir  
Énergie Est  
23 avril 2016 | Karl Rettino-Parazelli | Actualités sur l'environnement

## DÉCRET D'URGENCE POUR LA RAINETTE FAUX-GRILLON: LA PRAIRIE DEMANDE À OTTAWA DE RESPECTER SES ENGAGEMENTS

Le Reflet  
Hélène Gingras  
Publié le 13 avril 2016

## DES CITOYENS INSATISFAITS DES RÉPONSES DE TRANSCANADA

Hebdo Rive Nord  
Actualités  
Nathalie Vigneault  
Publié le 01 avril 2016

## LA COUR REJETTE LA REQUÊTE DE TRANSCANADA

Le Devoir  
Environnement  
31 mars 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

## TRANSCANADA VEUT FAIRE ANNULER LA DEMANDE D'INJONCTION DU CQDE

Droit-Inc  
PAR : LA PRESSE CANADIENNE | LE : 2016-03-30 14H36

## TRANSCANADA TENTE DE FAIRE ANNULER LA DEMANDE D'INJONCTION DU CQDE

La Presse  
Publié le 30 mars 2016 à 13h31 | Mis à jour le 30 mars 2016 à 13h31  
PIERRE SAINT-ARNAUD  
LA PRESSE CANADIENNE  
MONTRÉAL

## TRANSCANADA TENTE DE STOPPER LA DEMANDE EN JUSTICE D'ÉCOLOGISTES

LE DEVOIR  
30 mars 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

## L'AVOCAT JEAN BARIL PARLE PÉTROLE MONTRÉAL CAMPUS

21 mars 2016  
Par Justine de l'Église

## ÉNERGIE EST: DES POURSUITES ÉVITABLES?

Le Devoir

Libre opinion

18 mars 2016 | Michel Bélanger - Avocat | Actualités sur l'environnement

L'OLÉODUC ÉNERGIE EST ENTRAÎNERAIT UNE HAUSSE NETTE DES GES À L'ÉCHELLE MONDIALE

La Presse

Publié le 17 mars 2016 à 06h31 | Mis à jour le 17 mars 2016 à 06h31

PIERRE SAINT-ARNAUD

LA PRESSE CANADIENNE

L'ARROGANCE DE TRANSCANADA

Huffington post

Gerard Montpetit

Militant pour les énergies vertes de l'avenir

Publication: 10/03/2016 14:10 EST

Mis à jour: 10/03/2016 14:17 EST

ÉNERGIE EST : APPLIQUER LA JURIDICTION DES PREMIÈRES NATIONS ?  
RADIO-CANADA INTERNATIONAL

Par Alice Chantal Tchandem Kamgang

Mercredi 9 mars, 2016

ÉNERGIE-EST: PREMIÈRE SÉANCE DU BAPE PERTURBÉE PAR DES ÉCOLOGISTES

MÉTRO

07/03/2016

Mise à jour : 7 mars 2016 | 21:25

Par Samantha Velandia TC Media

L'AVOCAT MICHEL BELANGER A L'EMISSION 24/60

ICI Radio-Canada.ca

À l'émission 24/60, l'avocat Michel Bélanger met en perspective la décision de la Cour supérieure du Québec qui permet au BAPE de tenir des audiences sur le projet Énergie Est.

(Entre le 4 et le 8 mars 2016)

ENVIRONMENTAL HEARINGS INTO ENERGY EAST PIPELINE BEGIN  
MONDAY

Montreal Gazette

Caroline plante

Published on: March 6, 2016 | Last Updated: March 6, 2016 8:23 PM EDT

ÉNERGIE EST : LA COUR SUPÉRIEURE REJETTE LA DEMANDE DE  
SUSPENDRE LE BAPE

ICI RADIO-CANADA.CA

Économie

Publié le vendredi 4 mars 2016 à 16 h 20 | Mis à jour le 4 mars 2016 à 18 h 33  
Avec les informations de Pascal Robidas

### LE DÉBUT D'UNE SAGA JUDICIAIRE?

#### LE DEVOIR

5 mars 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

### INFOMAN

Saison 16 Épisode 25 (À partir de 2min10)

Topo sur les recours introduits contre TransCanada par le CQDE et ses partenaires et par le gouvernement du Québec avec Me Bélanger

### LE BAPE SUR ÉNERGIE EST EN SURSIS

#### LE DEVOIR

2 mars 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

### QUÉBEC DEVRAIT EXIGER LE RESPECT DE SA LOI

#### Le Devoir

Pipeline Énergie Est

1 mars 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

### ÉNERGIE EST : QUÉBEC DÉPOSE UNE INJONCTION CONTRE TRANSCANADA HUFFINGTON POST

The Huffington Post Canada | Par Catherine Lévesque et Althia Raj

Publication: 29/02/2016 22:03 EST Mis à jour: 01/03/2016 13:56 EST

### TRANSCANADA NE PEUT SE SOUSTRAIRE À LA LOI ENVIRONNEMENTALE QUÉBÉCOISE

#### LE DEVOIR

PIPELINE ÉNERGIE EST

23 février 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

Environmental groups fight Energy East

GLOBAL NEWS AT 5:30 MONTREAL

February 18 2016 6:22pm (01:02)

### AUTRE BATAILLE JUDICIAIRE AUTOUR DU PROJET ÉNERGIE EST

#### Métro

18/02/2016

Mise à jour : 20 février 2016 | 7:15

Par Mathias Marchal

### LE PIPELINE ÉNERGIE EST ATTAQUÉ EN JUSTICE

#### Le Devoir

Environnement

18 février 2016 | Alexandre Shields | Actualités sur l'environnement

**OLEODUC ENERGIE EST : TRANSCANADA EXEMPTÉE D'UNE EVALUATION COMPLETE DU BAPE**

ICI Radio-Canada

Émission : Désautels le dimanche

Environnement

Le dimanche 14 février 2016

**C'EST «NON», SCANDENT LES MAIRES DE LA CMM  
LE DEVOIR**

Projet Énergie Est

22 janvier 2016 | Jeanne Corriveau | Montréal

**UNE AVOCATE POUR SAUVER LA PLANETE**

Droit-Inc

Par : Céline Gobert | Le : 2016-01-11 15h00

**OTTAWA RECOMMANDERA UN DÉCRET D'URGENCE POUR SAUVER LA  
RAINETTE FAUX-GRILLON**

La Presse

Édition du 6 décembre 2015,

section ACTUALITÉS, écran 11

ACTUALITÉS

Éric-Pierre Champagne

**FEDERAL GOVERNMENT MOVES TO PROTECT QUEBEC FROGS  
THREATENED BY DEVELOPMENT**

CBC NEWS

Species listed as 'globally secure' but threatened in Canada due to habitat loss and degradation

The Canadian Press

Posted: Dec 05, 2015 9:02 PM ET

Last Updated: Dec 05, 2015 9:43 PM ET

**MESURES DE PROTECTION D'URGENCE POUR LA RAINETTE FAUX-GRILLON**

ICI Radio-Canada.ca

Environnement

Publié le samedi 5 décembre 2015

**LA BATAILLE DES BÉLUGAS**

La Presse

Édition du 4 décembre 2015,

section CINÉMA, écran 9

CRITIQUES

DOCUMENTAIRE Pipelines, pouvoir et démocratie D'Olivier D. Asselin – 1 h 28 – 3  
étoiles  
Nathalie Petrowski

UNE GRENOUILLE ENTAME SON DERNIER ROUND CONTRE OTTAWA  
La Presse  
Publié le 03 décembre 2015 à 22h56 | Mis à jour le 03 décembre 2015 à 22h56  
ÉRIC-PIERRE CHAMPAGNE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

GALA JBM : QUI SONT LES LEADERS DE DEMAIN?  
Droit-Inc  
Par : Céline Gobert | Le : 2015-11-27 15h00

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES APPELLENT UNE OBLIGATION  
JURIDIQUE  
LE DEVOIR  
Libre opinion  
25 novembre 2015 | Michel Bélanger, Karine Péloffy et Bruce W. Johnston -  
Respectivement président et directrice du Centre québécois du droit de l'environnement,  
et associé chez Trudel Johnston & Lespérance | Actualités sur l'environnement

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES APPELLENT UNE OBLIGATION  
JURIDIQUE  
Droit-Inc  
Par : Michel Bélanger, Karine Péloffy et Bruce W. Johnston | Le : 2015-11-27 11h15

ÉNERGIE EST: TRANSCANADA NE CONSTRUIRA PAS DE PORT AU QUÉBEC  
La Presse  
Publié le 05 novembre 2015 à 07h24 | Mis à jour le 05 novembre 2015 à 12h06  
Julien Arsenault, Pierre Saint-Arnaud  
La Presse Canadienne  
Montréal

LES CONSULTATIONS SUR ENERGIE EST EN 7 POINTS  
Métro  
07/10/2015  
Mise à jour : 7 octobre 2015 | 23:01  
Par Mathias Marchal

SURSIS POUR UNE ESPÈCE EN PÉRIL EN MONTÉRÉGIE  
La Presse  
Publié le 10 septembre 2015 à 12h34 | Mis à jour le 10 septembre 2015 à 19h20  
Éric-Pierre Champagne

**RAINETTE FAUX-GRILLON: LE JUGE ORDONNE UN ARRÊT TEMPORAIRE  
DES TRAVAUX**

La Presse

Publié le 07 août 2015 à 16h10 | Mis à jour le 07 août 2015 à 17h00

Éric-Pierre Champagne

**COURT REJECTS ENVIRONMENTAL GROUP'S DEMAND TO STOP LA PRAIRIE  
CONDO CONSTRUCTION**

Montreal Gazette

NATHALIE LAFLAMME

Published on: July 31, 2015 | Last Updated: July 31, 2015 5:50 PM EDT

**ENVIRONMENTAL ACTIVISTS SEEK INJUNCTION TO PROTECT FROGS FROM  
LA PRAIRIE CONDO DEVELOPMENT**

Montreal Gazette

NATHALIE LAFLAMME

Published on: July 24, 2015 | Last Updated: July 24, 2015 4:37 PM EDT

**DES GROUPE ÉCOLOGISTES DEVANT LES TRIBUNAUX POUR STOPPER UN  
PROJET IMMOBILIER**

La Presse

Publié le 23 juillet 2015 à 09h16 | Mis à jour le 23 juillet 2015 à 12h08

Éric-Pierre Champagne